

[Texte]

its accountability for the use of public funds. It accepts its responsibility for delivery to the social priorities that from time to time emerge and/or change in Canadian society.

Ms Barber: The status quo, as David has said, is very much that of a paternalistic relationship, although it is evolving. The comment was made about a year ago by some people heavily involved in sport and/or the House subcommittee that it's graduation time. The sport communities have evolved over 20 years. We are establishing ourselves and operating as businesses. Our business happens to be sport. We recognize, accept, and support the social responsibilities that come with accepting public dollars. But we also believe that we are in a position to know our community best; that is our job, that is our area of expertise. We have a network that takes us from the national high performance system down to the domestic system. We have communications channels and it is up to us to use them to get input from all those levels, to help us determine what the policies and directions of sport should be.

• 1120

We want a partnership with government, but we don't necessarily believe that partnership has to continue in the present mode, and that is one wherein policies are made 75% by the government or the agency holding the purse strings and 25% by the sport community itself. Examples of that can be found in some of the current policies, such as sport recognition, where the community... The sport community is going through a period of growth and development—even at the domestic level—as more people come into the sport system, as more people take part in an active lifestyle. That changes the fibre of our organizations. That change has to be reflected when policies are being reviewed and developed.

Mr. Arseneault: I would like to comment. You used the ratio 75:25. I am sure you don't want to use a figure in the future... saying it should be 50:50. There has to be that flexibility there.

Ms Barber: Yes, there has to be flexibility. The ratio of 75:25 was something I just pulled out of the air. Right now the relationship is developing into a more co-operative and shared relationship, but as I said before, that is an evolutionary process and it has to continue. In large part, it has to continue in recognition of the fact that our community makeup, our network, is changing. We have broader participation bases now at the domestic level.

As more Canadians get involved in sport and fitness-related activities, they pull in other family members. You now have families out there on the ski slopes instead of just one or two individuals. The reasons that Canadians are

[Traduction]

qui est de l'utilisation des fonds publics. Elle accepte ses responsabilités face aux priorités sociales qui surgissent ou changent de temps en temps dans la société canadienne.

Mme Barber: Comme David l'a dit, à l'heure actuelle il s'agit d'un rapport paternaliste, bien qu'il soit en train de changer. Il y a environ un an, certaines personnes qui s'intéressent beaucoup aux sports ou qui sont membres du sous-comité de la Chambre, ou les deux, ont dit qu'il était temps de passer à autre chose. Les collectivités sportives ont évolué depuis 20 ans. Nous sommes en train de nous établir et nous fonctionnons comme des entreprises. Il se trouve que nous sommes dans les sports. Nous reconnaissons, acceptons et appuyons les responsabilités sociales qui sont rattachées à l'acceptation des fonds publics. Mais nous croyons également que nous sommes les mieux placés pour connaître notre collectivité; c'est notre travail, c'est notre domaine de compétence. Nous avons un réseau qui nous amène du système national, qui est très performant, au système régional. Nous avons des réseaux de communication, et c'est à nous de les utiliser pour obtenir la participation de tous les niveaux, pour nous aider à déterminer ce que devraient être les politiques et les directives dans le domaine du sport.

Nous voulons un partenariat avec le gouvernement, mais nous ne croyons pas nécessairement que ce partenariat doive rester le même qu'à l'heure actuelle, c'est-à-dire un partenariat selon lequel les politiques sont élaborées à 75 p. 100 par le gouvernement ou l'organisme qui tient les cordons de la bourse, et à 25 p. 100 par la collectivité sportive. On peut trouver des exemples de cette situation dans certaines des politiques actuelles, notamment la reconnaissance des sports, où la collectivité... La collectivité sportive connaît une période de croissance et de développement—même à l'échelle nationale—étant donné que de plus en plus de gens font du sport, adoptent un style de vie actif. Cela change le tissu de nos organismes. Ce changement doit se refléter dans les politiques lorsqu'elles sont revues et élaborées.

M. Arseneault: J'aimerais faire une observation. Vous avez parlé de 75 et de 25 p. 100. Je suis certain que vous ne voulez pas donner de pourcentage pour l'avenir... et dire qu'on aura 50 et 50. Il doit y avoir une certaine souplesse.

Mme Barber: Oui, il faut de la souplesse. J'ai lancé au hasard ces chiffres de 75 et de 25. À l'heure actuelle, les rapports sont en train de devenir davantage des rapports de collaboration et de consultation, mais comme je l'ai déjà dit, il s'agit d'un processus d'évolution qui doit se poursuivre. En grande partie, il doit se poursuivre pour tenir compte du fait que la composition de notre collectivité, de notre réseau, est en train de changer. À l'échelle nationale, à l'heure actuelle, nous avons une base de participation plus large.

Au fur et à mesure que les Canadiens participent aux activités sportives et de culture physique, ils y attirent d'autres membres de leur famille. Aujourd'hui, ce sont des familles entières qui sont sur les pentes de ski plutôt qu'un